

## Sept semaines au Nicaragua libre

J'ai séjourné sept semaines au Nicaragua libre du 17 décembre 86 au 4 février 87.

Durant 5 semaines, avec les 9 autres Biennois et Biennoises de la brigade, nous avons eu la possibilité de travailler à la campagne, de loger chez des familles, de rencontrer des responsables paysans, ouvriers, syndicalistes et politiques.

Nos buts étaient plusieurs : exprimer une solidarité morale et fraternelle par notre présence - transmettre des messages de solidarité de la FOBB, de la FTMH et de l'Union syndicale de Bienne - vivre la réalité quotidienne de ce peuple qui a osé prendre en main son destin.

Ces contacts divers, personnels ont confirmé notre opinion : ce petit peuple pauvre de 3,5 millions d'habitants qui a renversé le 19 juillet 1979 la dictature sanglante des Somoza n'est pas et ne peut devenir un danger pour le « monde libre » de Reagan et de ses agents terroristes.

Par conséquent, les lignes qui suivent sont partisanses : je prends le parti du petit contre le grand, de l'agressé contre l'agresseur, car il n'est pas possible d'être « neutre » quand des jeunes doivent sacrifier leur vie pour la paix, pour le droit à un peuple d'exister librement.

### Un pays pauvre et agressé

Nous sommes arrivés dans un pays pauvre et presque en ruine, qui se débat dans d'incroyables difficultés économiques : la capitale Managua est quasi en ruine à cause du tremblement de terre de 1972 et des bombardements ordonnés par le dictateur Somoza lors de l'insurrection de 79, les routes du pays sont défoncées et pleines de nids de poules, les maisons conservent encore les traces des balles 7 ans après l'insurrection populaire, l'équipement industriel est obsolète, les véhicules roulent on ne sait comment ... Il n'y a pas de devises (les dollars si précieux) pour entretenir les infrastructures, pour développer la santé, installer l'électricité ...

Cela essentiellement pour 4 raisons :

- Comme tous les pays du Tiers-Monde, la dette extérieure est élevée : 5 000 millions de dollars (dont la moitié héritée de Somoza)
- La guerre d'agression militaire et économique de l'administration Reagan coûte en vie humaine (plus de 35 000 victimes depuis 1981), en main d'œuvre immobilisée, car mobilisée pour la défense, en destruction matérielle, en détournant des ressources indispensables au développement vers la défense
- Le sabotage économique et la décapitalisation d'une partie des patrons et le départ de nombreux cadres techniques pour des raisons économiques, professionnelles et politiques
- Les changements dans les entreprises ont fait chuter la productivité : il n'est pas facile pour des ouvriers et ouvrières quasi sans instruction de pouvoir et souvent devoir prendre en main la direction et la gestion d'entreprises ou de terres laissées par les anciens patrons.

## Un gouvernement au service des travailleurs

En dépit de cette situation économique catastrophique, le gouvernement et le Front sandiniste de libération nationale FSLN ont incontestablement l'appui de la majorité de la population. Car malgré l'agression, le FSLN a remporté des succès non négligeables :

- Centres de santé gratuits pour tous, éradication de maladies endémiques comme la malaria, la poliomyélite
- Campagne d'alphabétisation en 1980 et qui se poursuit (le taux d'analphabétisme est passé de plus de 50% à moins de 10%) et des possibilités d'études pour la majorité. Un paysan est fier, à juste titre, de savoir son enfant à l'université ou dans une école d'ingénieurs
- Réforme agraire radicale : de 1981 à 1985, 1,8 millions d'hectares ont été distribués à 86 565 familles (plus de la moitié des familles paysannes ont reçu une terre)
- Les ouvriers savent que le gouvernement est de leur côté : ils ont obtenu le droit à l'organisation syndicale, la participation, la santé gratuite, une nourriture de base pour tous, la possibilité d'acheter des biens de consommation à l'entreprise pour éviter le marché spéculatif.
- Mais surtout la révolution sandiniste a donné au peuple des villes et de la campagne l'indépendance nationale et la dignité.

## La menace du bon exemple

Bien assis dans nos fauteuils en Suisse, on crie facilement avec les loups quand les médias serinent des informations sur le Nicaragua : interdiction du droit de grève, emprisonnement de syndicalistes, censure de la presse écrite, fermeture d'un quotidien, expulsion d'un évêque, état d'urgence ...

Mais sur place, on comprend mieux, on accepterait même facilement ces mesures, tant l'agression américaine est forte : le 9 janvier 1987 a été proclamé la première constitution démocratique du Nicaragua. L'unique réponse des USA au processus d'institutionnalisation du pouvoir révolutionnaire a été une fois de plus la politique de la canonnière : demander 100 millions de dollars supplémentaires pour la Contra (troupes mercenaires de l'ancien dictateur Somoza), organiser des manœuvres militaires à la frontières nord du pays (construction de deux aérodromes militaires et de routes) et la présence d'une armada navale à portée de canons des côtes (avec le fameux cuirassier rénové Yowa qui se trouvait déjà en Corée dans les années 50)

Dans ces conditions, on doit légitimement poser la question : qui porte la responsabilité des restrictions aux libertés individuelles au Nicaragua ? Le gouvernement sandiniste agressé ou la puissance militaire et économique la plus forte du monde ?

Il n'y a aucun doute : l'administration Reagan cherche par tous les moyens, surtout illégaux et irrespectueux du droit international des peuples et des nations, à écraser le Nicaragua libre. Non pas parce que le Nicaragua libre est une menace militaire pour les USA, c'est ridicule, mais parce que le Nicaragua libre c'est la « menace du bon exemple », celui d'une véritable troisième voie, où socialisme et liberté se conjuguent ensemble.

Cet espoir ne doit pas être écrasé. La responsabilité de tout syndicaliste est en jeu. Cet espoir de liberté et de dignité, nous l'avons rencontré tout au long de notre séjour.

### Noël, la pénurie et la guerre

San Marcos, une ville de 18 000 habitants à 50 km au sud de Managua, n'est apparemment pas concernée par la guerre d'agression américaine. Pourtant très vite nous nous sommes rendus compte que la guerre était aussi présente.

Le soir de Noël fut triste. Mario, ingénieur agronome, le fils de Miguelito Campo où Michel et moi logeons, m'a expliqué que cette année manquait l'allegria (la joie) traditionnelle. L'année précédente toute la ville était dans les rues, on y discutait, chantait, jouait ... et cette année, tout le monde est resté chez soi. Un jour auparavant, nous avons appris la mort d'un deuxième fils de Dona Dolores, où logeait Brigitte : il était l'un des 13 jeunes gens dans un avion abattu au nord. Il y a eu des coupures d'électricité. Les jouets étaient rares, et si Cuba, l'URSS, la Chine et la Suède n'avaient pas offert des poupées blondes et des trains en plastiques, les gamins n'auraient pas reçu un cadeau.

La guerre à San Marcos, c'est le rationnement et les pénuries. Les petits commerces sont généralement vides : sur les étalages, quelques conserves de bœufs russes, des boîtes de lait en poudre NIDO (filiale locale de Nestlé). Des jours sans cigarettes, sans papier toilette, peu de crayons ...

Nous avons dans nos bagages quelques objets. Chacun a été apprécié. Une machine à écrire mécanique pour l'organisation des femmes, deux autres pour la mairie. La centaine de seringues données au centre de santé permettra de continuer la campagne de vaccination infantile. 20 crayons de couleurs sont un luxe inouï pour une classe de 45 élèves ; encore faut-il avoir du papier. Si bien que nous repartons avec des listes de matériels indispensables et introuvables pour le centre de santé, l'atelier d'une coopérative textile ...

La guerre à San Marcos, c'est l'impossibilité à trouver les ressources financières et matérielles pour la moindre petite chose. La municipalité aimerait goudronner des 250 mètres de route menant au centre de santé. En hiver, les patients marchent au milieu d'un nuage de poussière et en été dans un borbier. Cela coûterait 10 000 dollars ...

La guerre à San Marcos, c'est aussi la peine des parents qui voient partir leurs enfants pour 2 ans. Dans la famille de Miguelito, le quatrième fils, Lionel, a commencé le service militaire patriotique il y a 4 mois ... et le premier petit-fils, Byron, devra interrompre ses études, il aimerait devenir médecin. La mère de Lionel est résignée : « C'est comme ça, il le faut ... c'est pour nous et ses enfants ».

### La réforme agraire : un succès

Novembre - décembre - janvier. Les 3 mois de la bataille économique la plus importante du pays : le café.

Il faut récolter beaucoup, vite, à cause de la maturation rapide, et au nord le fusil à la main. Des dizaines de milliers de paysans, étudiants, fonctionnaires, ouvriers se mobilisent. Car le café, c'est 50% des ressources du commerce extérieur. Autant de

dollars gagnés ou perdus pour payer le service de la dette, les biens d'équipement, les pièces de rechange, la santé, les armes pour la défense ...

Nous avons été engagés dans une unité de production d'Etat (UPE) et une Coopérative agricole sandiniste (CAS) : deux types de propriétés nouvelles.

L'UPE Santa Margarita est une entreprise d'Etat. La terre appartient à l'Etat, des fonctionnaires, le plus souvent syndiqués, gèrent le domaine et engagent pour trois mois les familles paysannes des alentours, ainsi que des brigades nationales et internationales pour la récolte. Les hommes, les femmes et les enfants travaillent de 6 heures du matin à 4 heures de l'après-midi pour un salaire dérisoire : en moyenne 1000 cordobas (= 1 franc) s'ils récoltent 50 kg de grains d'or. Les meilleurs arrivent à 80 kg par jour.

Toutefois, les conditions se sont améliorées depuis la révolution : tout travailleur reçoit par quinzaine une ration alimentaire de base (riz, haricots rouges, huile ...), il y a l'électricité et l'eau courante aux alentours, l'UPE assure le transport et le repas de midi et organise chaque mois une foire réservée aux travailleurs où chacun peut acheter 22 articles de consommation courante (savon, rasoir, slip, T-shirt, robe, conserve de viande ...) pour 4 200 cordobas, soit l'équivalent de 5 jours de travail.

Ce type d'exploitation agricole n'est pas le modèle souhaité par le FSLN. Et effectivement, il n'est pas très satisfaisant, même si la productivité est relativement élevée. Car les campesinos demeurent des journaliers et surtout ne participent pas à la gestion de l'UPE.

Par contre, les coopératives sont les forces vives de la révolution sandinistes. La semaine passée dans la coopérative Benjamon Zeledon nous l'a appris.

Les 27 membres possèdent collectivement 400 hectares, 1 camion, 1 tracteur, 2 araires en bois, 1 cheval, 50 têtes de bétail ; chacun un jardin potager.

Ils ont reçu ce domaine en 1981, lors de la première réforme agraire ; avant, ils étaient journaliers sur cette même terre.

A notre arrivée, le président a fait un discours de bienvenue : nous remerciant de venir les aider à récolter leur café, nous remerciant de la solidarité que le peuple suisse leur témoignait ainsi. Et tous les membres se sont présentés ; ils sont très fiers de leur responsabilité. Outre le président, il y a un secrétaire, des responsables des finances, de la production, de l'entretien, du bétail, du ravitaillement, de la défense, de la cuisine ... Evidemment, au début la tâche était difficile pour ces hommes et ces femmes quasi analphabètes, sans aucune expérience de gestion. Mais avec le courage, la dignité retrouvée et l'aide de l'UNAG (= syndicat conseil des producteurs privés qui regroupe 124 000 membres), ils ont surmonté tous les obstacles et sont devenus une coopérative modèle d'avant-garde.

Ils subviennent à tous les besoins alimentaires de leurs familles (150 personnes), ils fournissent du travail à d'autres paysans et font un bénéfice considérable comparé au niveau du Nicaragua : 30 millions de cordobas (10 000 dollars). Ils en gardent un tiers pour leurs familles, un tiers pour les investissements indispensables en matériel, engrais et semences. Le tiers restant est distribué sous forme de contribution de solidarité à de nouvelles coopératives, à la municipalité de San Marcos, au syndicat, à la défense du pays ...

Il y a encore une autre forme de coopérative : les coopératives de crédits et de services (CCS). Chaque membre possède son propre lopin de terre et se regroupe avec d'autres pour le travail, l'achat de machines ...

Les CAS et CCS sont les deux formes de propriétés les plus stimulantes pour les paysans. Chaque campesino se sent responsable de sa terre et développe une conscience très élevée de solidarité avec le reste du peuple ouvrier et paysan, il tient à défendre la révolution qui est son œuvre, les armes à la main s'il le faut.

De plus, il acquiert des connaissances professionnelles, culturelles et sociales immenses et par conséquent développe un esprit critique et une habileté à confronter les idées, qui le rendent quasi imperméable aux sirènes des contras (contre-révolutionnaires) et de l'administration Reagan.

La terre, l'éducation et la culture sont trois piliers de la démocratie et de la liberté.

C'est avec un souvenir impérissable que nous avons quitté cette coopérative exemplaire pour passer une semaine à San Marcos : ville que nous voulons jumeler avec Bienne. Puis nous avons effectué plusieurs visites dans la région urbaine de Managua : un centre de formation professionnel SINACAP, une tréfilerie INCA, une imprimerie BARRICADA et une usine de produits pharmaceutique SOLKA. ~~Ces visites nous ont donné l'occasion de mieux connaître la condition ouvrière au Nicaragua.~~

#### L'économie mixte : une solution pragmatique élevée en principe constitutionnel

La classe ouvrière et artisanale est minoritaire et peu qualifiée. Il y a très peu de grandes entreprises. La classe ouvrière n'a que très peu profité de la révolution. Si au début des années 80 le niveau de vie s'est quelque peu amélioré et que la discipline au travail s'est heureusement assouplie, depuis 1982 la situation s'est terriblement dégradée à cause de l'intervention américaine : les salaires demeurent bas (60% de perte de pouvoir d'achat), il faut travailler beaucoup plus pour la défense et la reconstruction du pays, le manque de matières premières et de pièces de rechanges pour des machines très vieilles rend le travail difficile.

#### SOLKA

Cette entreprise pharmaceutique a été nationalisée après la révolution : son propriétaire et la majorité des cadres se sont enfuis avec le dictateur. SOLKA est la plus grande entreprise de la branche : elle occupe 350 ouvriers et ouvrières. SOLKA produit 60% de la demande intérieure des médicaments de base (sirop contre la toux, antibiotiques, tablettes contre la diarrhée), le reste est fourni par les pharmacies-laboratoires ou importé.

SOLKA est l'unique entreprise dotée d'un laboratoire de contrôle de qualité.

La relation entre une entreprise nationalisée produisant des médicaments de base à bas prix et de bonne qualité et des entreprises privées produisant une part non négligeable de médicaments de base ainsi que des produits de « luxe », tels des shampoings, des crèmes de beauté, maintient une situation de concurrence favorable au peuple ~~et au~~ privé :

- Il y a une pression pour améliorer la qualité
- Il y a une pression pour vendre à des prix abordables les médicaments indispensables (éliminer le profit privé au dépens de bien-être collectif dans les soins élémentaires)
- Il reste un espace très important pour les entreprises privées

La branche pharmaceutique est un exemple de ce que le FSLN aimerait impulser : si l'économie mixte a été une réponse pragmatique face au départ des patrons somozistes et à la décapitalisation, l'économie mixte s'est petit à petit révélée être un choix fondamental de la révolution : la cohabitation de deux types de propriétés d'Etat et privée, est élevée au niveau de principe constitutionnel.

### L'institutionnalisation de la révolution

Le 9 janvier 87 à 16h50, les quatre exemplaires de la Carta Magna, la première constitution démocratique de l'histoire du Nicaragua ont été signés par le président de la République, Daniel Ortega, et le président de l'Assemblée nationale (constituante) Carlos Nuñez.

Les principes de séparation des pouvoirs (selon la toujours bonne vieille idée de Montesquieu) : exécutif - législatif - judiciaire - électoral et les principes d'indépendance nationale, d'économie mixte et de non-alignement forment l'ossature de cette constitution élaborée en deux ans avec l'aide de conseillers étrangers dont le professeur de droit et Conseiller national libéral neuchâtelois, Jean-François Aubert. Après un long processus de discussions parlementaires, de consultations des organisations de masse et des syndicats et de 75 Cabildos Abiertos (ateliers de discussion et de propositions ouverts à tous les intéressés qui ont réunis plus de 100 000 personnes), 6 des 7 partis représentés à l'Assemblée nationale l'ont ratifiée (seuls deux députés d'extrême-gauche ont voté contre).

A San Marcos, toutes les télévisions et radios étaient branchées pour écouter les discours et spécialement celui d'Alan Garcia, président du Pérou et membre de l'Internationale socialiste. Les gens étaient satisfaits. Certes une constitution peut être « faite pour la galerie ». Les exemples à l'Est comme à l'Ouest ne manquent malheureusement pas.

Mais la manière originale de discuter avec le peuple, d'intégrer les propositions des syndicats laisse augurer du meilleur.

Seulement, le jour d'après, le 10 janvier, l'état d'urgence était prolongé car l'agression militaire américaine continue. Ainsi, 13 libertés fondamentales ont été suspendues partiellement ou totalement : le droit de grève, le droit de manifester sans autorisation, la censure de la presse écrite ... et le droit à la liberté de déplacement.

Il faut tout de même remarquer que l'état d'urgence est appliqué de manière lâche. Je me suis promené librement, quand je voulais, où je voulais, de jour comme de nuit, au sud comme au centre, en ville et en campagne, à Managua, Masaya, Leon, San Marcos, Corinto ... et en 7 semaines, je n'ai dû montrer mon passeport qu'une seule fois ; moins souvent qu'en Suisse !

Parallèlement à la promulgation de la Constitution, le gouvernement du Nicaragua soutient les propositions de règlement pacifique du conflit centro-américain avancées par le groupe de Contadora (Mexique, Panama, Venezuela et Colombie), le Groupe d'appui à Contadora (Pérou, Brésil, Argentine et Uruguay), ainsi que par le secrétaire général des Nations-Unies, M. Perez de Cuellar.

La balle est dans le camp de l'administration Reagan : le gouvernement sandiniste promet de rétablir toutes les libertés dès l'annonce de l'arrêt de l'agression américaine, dès que l'administration Reagan se soumettra au droit international (le gouvernement Reagan a été condamné par la Cour internationale de justice de La Haye en juillet 1986).

Notre amitié pour le peuple du Nicaragua et notre solidarité peuvent être un pion non négligeable pour promouvoir la paix.

février 1987